

Plaidoyer pour la décroissance

Joan Carrera

Numéro 814, automne 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96669ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Carrera, J. (2021). Plaidoyer pour la décroissance. *Relations*, (814), 65–65.



PLAIDOYER POUR LA DÉCROISSANCE

Joan Carrera*

L'auteur, jésuite, est membre du Centre Cristianisme i Justícia et professeur à la Faculté de théologie de Catalogne et à l'École supérieure d'administration et de direction d'entreprises à Barcelone

Le système socioéconomique actuel se fonde sur l'idée d'une croissance économique constante et illimitée. Cette croissance a pour corolaire l'hyperconsommation. Mettre en œuvre un tel système suppose une série de valeurs, de modes de vie et de modèles de production qui n'existent pas dans d'autres civilisations et qui n'ont rien de neutres. En effet, cette croissance s'érige sur des victimes, pas toujours visibles, par l'exploitation de la main-d'œuvre, des femmes et de la nature, que ce soit sous la forme du colonialisme ou du néocolonialisme.

À la fin du XX^e siècle, l'idée même de croissance a été remise en question par plusieurs intellectuels et militants proposant d'autres modes de vie, allant jusqu'à adopter le terme provocateur de « décroissance » pour en appeler à une réduction significative de la production et de la consommation. L'important, toutefois, ne consiste pas tant à consommer moins qu'à le faire différemment, qu'à croître autrement. Les décroissantistes rejettent le droit individuel d'accumuler des ressources au-delà de ses besoins fondamentaux et de les utiliser sans égard pour les autres. Ces personnes préfèrent la coopération à la compétitivité, l'altruisme à l'égoïsme, le local au global, le relationnel au matériel, le partage à la possession, la frugalité au luxe, le commun au privé. Elles critiquent l'individualisme exacerbé de la société actuelle, qui détruit les gains collectifs.

À la source de ces questionnements se trouvent deux graves problèmes interdépendants : les changements climatiques et les inégalités économiques. Or, les solutions proposées jusqu'à présent ne peuvent corriger la situation : la technologie à elle seule ne freinera pas les changements climatiques, et une croissance économique accrue ne réduira pas les inégalités, pour la simple et bonne raison que la croissance actuelle est injuste et indéfendable, même d'un point de vue économique.

La croissance calculée en fonction de la seule augmentation du PIB est un non-sens parce qu'elle ne tient pas compte des coûts faramineux qu'entraînent ses impacts sur la santé humaine et animale, et plus globalement sur les écosystèmes. Pire : prise comme une valeur en soi, elle ne fait pas de distinction entre les bonnes et les mauvaises activités. Elle ne tient pas non plus compte de la répartition inégale des revenus et ne comptabilise pas de nombreuses actions bénéfiques pour la société (le travail

domestique et de soin, le bénévolat, etc.), contribuant ainsi à les rendre invisibles, comme l'a fait remarquer l'économie féministe. Enfin, elle ignore l'enjeu des échanges inégaux entre les pays. Il s'agit donc d'une manière pour le moins tronquée et injuste de calculer le développement d'un système socioéconomique.

Contre cette logique, les décroissantistes valorisent les « biens relationnels », à savoir ceux qui existent en dehors du marché et qui n'entrent pas dans la logique de croissance du PIB. Pour être définis comme tels, ces biens doivent répondre à deux critères : la non-rivalité (leur quantité n'est pas diminuée du fait que d'autres en bénéficient) et la non-exclusion (leur accès est gratuit). Certains proposent d'ailleurs le retour aux « communs », dont l'origine historique est liée aux terres communales, même s'ils comprenaient aussi d'autres éléments (tels un four, un moulin, un puits, etc.). Une ressource devient commune lorsque la communauté s'en occupe et qu'un collectif définit ce qui est partagé et comment.

Adopter un mode de vie en cohérence avec l'idée de décroissance exige une sobriété volontaire. L'économiste Serge Latouche parle du passage d'une société de consommation à une société d'abondance frugale. Au lieu de vivre sous le mode d'une austérité sociale (un État qui dépense peu) et d'un excès individuel (surconsommation), on passerait plutôt à une sobriété personnelle permettant une multiplication des dépenses sociales. Sur cette base, l'individu pourra trouver le sens de sa vie en se concentrant sur le quotidien, en valorisant les soins et en participant à des dépenses sociales décidées de manière participative.

Ces changements demandent une transformation dans l'imaginaire collectif, d'où l'importance cruciale de l'éducation et de l'information. C'est dans cette optique que s'inscrit le travail du Centre Cristianisme i Justícia, qui œuvre entre autres à diffuser des réflexions critiques sur ces enjeux et plus largement sur la justice sociale. Car comme l'exprime le pape François dans l'encyclique *Laudato si'*, une véritable conversion est nécessaire pour que la réflexion sur la justice sociale intègre aussi la question écologique, dans une nouvelle culture attentive à la fois au cri des pauvres et au cri de la Terre.

Les propositions ainsi que les valeurs véhiculées par la décroissance sont pour le moment vécues par de petits groupes. Ces derniers portent néanmoins l'espoir que de plus en plus de personnes suivront leur exemple sur la voie d'une transformation du système actuel, pour assurer un avenir à l'humanité. ■

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.